



**PRÉFÈTE
DE L'INDRE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de
l'Environnement, de l'Aménagement et
du Logement Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et du Loir-et-
Cher
5, avenue Buffon - CS 96407
CEDEX 2
45064 Orléans

Tours , le 24/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/03/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MECASTING -COMECA

1 rue Gustave Eiffel
ZA Saint-Julien
37150 BLERE

Références : 365-02022-CeG

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/03/2022 dans l'établissement MECASTING-COMECA implanté 1 rue Gustave Eiffel ZA Saint-Julien 37150 BLERE . L'inspection a été annoncée le 07/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MECASTING - COMECA
- 1 rue Gustave Eiffel ZA Saint-Julien 37150 BLERE
- Code AIOT dans GUN : 0010004477
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société MECASTING-COMECA est une fonderie sous-pressure Aluminium et Zamak (aluminium + zinc). Elle est spécialisée dans le moulage sous-pressure de pièces en aluminium et zamak suivant plan, étude et cahier des charges des clients.

C'est une société artisanale à la base, créée en 1959 à Saint-Pierre-des-Corps, elle a déménagé à Bléré dans les années 1990.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Les suites de la précédente visite

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1) |
|-------------------------------------|---|--|--|
| NC6 VI 06072020 Risque pollution | Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 4.4.4.1 | / | Mise en demeure, respect de prescription |
| NC7 VI 06072020 Risque pollution | Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 1.3 | / | Mise en demeure, respect de prescription |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|-------------------------------------|---|--|-------------------|
| NC1 VI 06072020 Rejets aqueux | Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 4.6.3.1 | / | Sans objet |
| NC2 VI 06072020 Risque incendie | Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 7.3.3 | / | Sans objet |
| NC5 VI 06072020 Risque pollution | Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 7.5.3 | / | Sans objet |
| NC11 VI 06072020 Eaux souterraines | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 | / | Sans objet |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|---|---|--|-------------------|
| NC3 VI 06072020 Rejets aqueux | Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 9.2.1.1 | / | Sans objet |
| NC4 VI 06072020 Rejets aqueux | Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 9.2.1.2 | / | Sans objet |
| NC8 VI 06072020 Rejets atmosphériques | Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 9.2.2 | / | Sans objet |
| NC9 VI 06072020 Risque incendie | Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 7.6.2 | / | Sans objet |
| NC10 VI 06072020 Risque incendie | Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 7.4.3 | / | Sans objet |
| D1 VI 06072020 Changement d'exploitant | Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 1.7.1 | / | Sans objet |
| D2 VI 06072020 Déchets | Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2 | / | Sans objet |

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|------------------------------|--|--|-------------------|
| D3 VI 06072020 Risque foudre | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : NC1 VI 06072020 Rejets aqueux

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 4.6.3.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Réduction des rejets aqueux |
| <p>Prescription contrôlée : L'exploitant produira, sous un délai n'excédant pas 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, une étude technico-économique ayant pour objectif d'examiner les différentes techniques visant à supprimer ou, si cela ne s'avère pas possible, à réduire les émissions de zinc et des composés de zinc dans les eaux résiduaires et de proposer des solutions de réduction ou de suppression de ces substances, argumentées techniquement et économiquement au regard des solutions réalistes retenues. Un délai supplémentaire n'excédant pas 6 mois est accordé à l'exploitant pour la réalisation des travaux résultant de l'étude technico-économique.</p> |
| <p>Constats : L'étude n'a pas été réalisée.</p> |
| <p>Observations : Constat du 06/07/2020 : Les émissions de zinc proviennent principalement de la tribofinition (tonneau vibrant avec cailloux + eau). La consommation d'eau est d'environ 60 m³ par an. L'exploitant n'a pas réalisé l'étude car, selon lui, l'activité fonderie zinc a fortement diminué et les tous derniers résultats des analyses d'eau étaient conformes. Une seule analyse conforme ne remet pas en cause la prescription de l'article 4.6.3.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 novembre 2013 (délai fixé à 6 mois). La non-conformité est reconduite. Non-conformité 1 à l'article 4.6.3.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 novembre 2013 : L'exploitant n'a pas produit une étude technico-économique ayant pour objectif d'examiner les différentes techniques visant à supprimer ou, si cela ne s'avère pas possible, à réduire les émissions de zinc et des composés de zinc dans les eaux résiduaires et de proposer des solutions de réduction ou de suppression de ces substances, argumentées techniquement et économiquement au regard des solutions réalistes retenues.</p> <p>Le jour de l'inspection l'exploitant n'a pas réalisé cette étude. Il le justifie du fait de son coût et que selon lui elle ne se justifie pas du fait des résultats d'analyses conformes aux valeurs limites de référence en zinc depuis plusieurs années.</p> <p>La NC1 de la précédente visite est maintenue.</p> |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : NC2 VI 06072020 Risque incendie

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 7.3.3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques |
| Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. |
| Constats : La vérification des installations électriques a été réalisée le 20/12/2021 par Dekra. Cependant, ce contrôle relève de nombreuses non-conformités qui n'ont pas été levées. Il en est de même pour le précédent contrôle, réalisé le 25/11/2020 par Dekra, pour lequel il reste encore des non-conformités non levées. |
| Observations : Constat du 06/07/2020 : La dernière vérification des installations électriques a été réalisée du 14 au 15 octobre 2019. 24 observations ont été relevées. 5 observations peuvent entraîner des risques d'incendie et d'explosion selon le certificat Q18 du 15 octobre 2019. Les travaux n'ont pas été réalisés car selon l'exploitant certains travaux sont impossibles, car le transformateur est trop vieux et d'autres travaux sont trop chers, car il faut refaire toutes les armoires électriques. La non-conformité est reconduite. Non-conformité 2 à l'article 7.3.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 novembre 2013 : Les installations électriques ne sont pas entretenues conformément aux normes en vigueur et le matériel électrique n'est pas entretenu en bon état. Lors de la visite, il a été vu que la conclusion du document Q18 mentionne que des non-conformités peuvent entraîner des risques d'incendie et d'explosions. Il s'agit de l'absence ou inadéquation des dispositifs de protection contre les surintensités (pour la première fois). Cela correspond à la non-conformité suivante : non fonctionnement de la protection différentielle, qui a bien été levée. Le rapport du contrôle réalisé le 20/12/2021 mentionne 19 observations. Il est à noter que l'exploitant indique que pour la non-conformité n°2 : asservir la coupure de la cellule HT du transformateur au DGPT2 câblage à réaliser, celle-ci sera impossible à lever du fait que les pièces sont obsolètes car le fournisseur n'existe plus. Il reste 14 non conformités non encore levée. Le suivi de traitement des non-conformités n'est pas vraiment formalisé. Le précédent contrôle a été réalisé le 25/11/2020. Il relevait 17 non-conformités, dont certaines ont été de nouveau mentionnées lors du contrôle de 2021. La NC2 de la précédente visite est maintenue. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : NC3 VI 06072020 Rejets aqueux

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 9.2.1.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets eaux résiduaires |
| Prescription contrôlée : Une mesure des concentrations des différents polluants visés aux articles 4.6.1.1., 4.6.1.2., 4.6.1.4. du présent arrêté doit être effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement selon les méthodes de référence précisées à l'annexe I.a de l'arrêté ministériel susvisé du 2 février 1998. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement sur une journée des installations et constitué, soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. |
| Constats : Une analyse des rejets d'eau résiduaire a été réalisée par le laboratoire Eurofins la 30/09/2021. Les résultats sont conformes aux valeurs limite de rejet. |
| Observations : Constat du 06/07/2020 : Un prélèvement des eaux résiduaires a été réalisé le 14 novembre 2019 par l'exploitant au niveau du bac décanteur et a été reçu le 15 novembre 2019 chez EUROFINS pour analyse. Tous les résultats sont conformes. Un prélèvement des eaux résiduaires avait été réalisé le 22 février 2018 par l'exploitant et avait été reçu le 23 février 2018 chez PROTEC LEA pour analyse. Les résultats étaient non conformes : <ul style="list-style-type: none">– Concentration en zinc de 6,34 mg/l pour un seuil de 2 mg/l,– Concentration en Hydrocarbures totaux est de 38 mg/l pour un seuil de 10 mg/l. Un autre prélèvement avait été réalisé le 24 octobre 2017 et les résultats étaient aussi non conformes : <ul style="list-style-type: none">– Concentration en zinc de 2,36 mg/l pour un seuil de 2 mg/l. Un autre prélèvement avait été réalisé le 1er mars 2017 et les résultats étaient aussi non conformes : <ul style="list-style-type: none">– Concentration en zinc de 2,516 mg/l pour un seuil de 2 mg/l,– Concentration en Hydrocarbures totaux est de 23 mg/l pour un seuil de 10 mg/l. Il est à noter que le paramètre indice phénols n'est pas analysé et que la somme des métaux et la somme fer + aluminium ne sont pas calculées par le laboratoire d'analyse. La non-conformité est reconduite et reformulée. Non-conformité 3 à l'article 9.2.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 novembre 2013 : Le paramètre indice phénols n'est pas analysé dans les eaux résiduaires et la somme des métaux totaux et de Fer + Aluminium n'est pas calculée. Des dépassements des concentrations en Zinc et en Hydrocarbures totaux ont été constatés en 2017 et en 2018. Lors de la visite il a été constaté que la somme des métaux totaux et de Fer + Aluminium n'est pas calculée par le laboratoire mais est calculée par l'exploitant. La NC3 de la précédente visite est levée. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : NC4 VI 06072020 Rejets aqueux

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 9.2.1.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets eaux pluviales |
| Prescription contrôlée : Une mesure des concentrations des différents polluants visés aux articles 4.6.1.1. et 4.6.1.3. du présent arrêté doit être effectuée au moins tous les trois ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement selon les méthodes de référence précisées à l'annexe I.a de l'arrêté ministériel susvisé du 2 février 1998. |
| Constats : Une analyse des rejets d'eaux pluviales a été réalisée le 09/10/2020 par le laboratoire Eurofins. Les résultats sont conformes aux valeurs limites de rejets. Le paramètre indice phénols a été analysé. |
| Observations : Constat du 06/07/2020 : Le dernier prélèvement (triennal) des eaux pluviales date du 1er mars 2017. Les résultats sont conformes mais le paramètre indice phénols n'est pas analysé. Non-conformité 4 à l'article 9.2.1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 novembre 2013 : Le paramètre indice phénols n'est pas analysé dans les eaux pluviales. La précédente analyse a été réalisée le 01/03/2017. Il est à noter que les métaux totaux ne sont pas réalisés, mais le paramètre indice phénol est réalisé. La périodicité des analyses est suivie par un tableau de suivi des surveillances. La NC4 de la précédente visite est levée. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : NC5 VI 06072020 Risque pollution

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 7.5.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions |
| Prescription contrôlée : Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité des réservoirs associés. |
| Constats : Des stockages de produits ont été constatés sans rétention. Les déchets liquides sont stockés sur rétention dans la zone de stockage des déchets. Les GRV d'huile sont stockés sur rétention. Il a été constaté la présence d'un fût rempli de produit dangereux non identifié sur le côté du bâtiment. |
| Observations : Constat du 06/07/2020 : Ce point a été vérifié par échantillonnage sur le site. La plupart des produits susceptibles de créer une pollution des eaux sont stockés sur rétention hormis le démolant poteyage Chem-Trend SL 600033. La non-conformité est reconduite et reformulée. Non-conformité 5 à l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 novembre 2013 : Le démolant poteyage Chem-Trend SL 600033 n'est pas stocké sur rétention. Le démolant poteyage Chem-Trend SL 60033, en stock intermédiaire en bidons de 20 ou 30 litres, au niveau des postes de travail n'est pas stocké sur rétention. La NC5 de la précédente visite est maintenue. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : NC6 VI 06072020 Risque pollution

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 4.4.4.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Isolement avec les milieux |
| Prescription contrôlée : Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne. |
| Constats : Aucun système ne permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. |
| Observations : Constat du 06/07/2020 : La page 124 de l'étude de dangers réalisée par THERIUS en 2012 précise que les eaux d'extinction d'un volume de 360 m ³ sur deux heures seront confinées, en l'absence de produits dangereux, sur la surface du bâtiment avec les longrines sur la périphérie et des boudins d'un diamètre de 20 cm sur les entrées. Ce confinement, sur une hauteur de 15 mm, aura une capacité de 450 m ³ , et sera complété par l'isolement des deux réseaux d'eaux pluviales de cour et de toiture avec mise en place de vannes d'obturation. Ce système n'a jamais été mis en place. La non-conformité est reconduite et une nouvelle non-conformité est rédigée. Non-conformité 6 à l'article 4.4.4.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 novembre 2013 : Aucun système ne permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas mis en œuvre de système permettant l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. La non-conformité NC6 de la visite du 6/07/2020 est maintenue. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |

Nom du point de contrôle : NC7 VI 06072020 Risque pollution

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 1.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Confinement des eaux d'extinction |
| Prescription contrôlée : Les installations sont implantées, réalisées et exploitées conformément aux plans et autres documents joints au dossier de la demande d'autorisation. L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté. |
| Constats : Les installations ne sont pas réalisées conformément au dossier de la demande d'autorisation. Les eaux d'extinction d'un volume de 360 m ³ ne sont pas confinées. Ce confinement n'est pas complété par l'isolement des deux réseaux d'eaux pluviales de cour et de toiture avec mise en place de vannes d'obturation (page 124 de l'étude de dangers). |
| Observations : Constat du 06/07/2020 : La page 124 de l'étude de dangers réalisée par THERIUS en 2012 précise que les eaux d'extinction d'un volume de 360 m ³ sur deux heures seront confinées, en l'absence de produits dangereux, sur la surface du bâtiment avec les longrines sur la périphérie et des boudins d'un diamètre de 20 cm sur les entrées. Ce confinement, sur une hauteur de 15 mm, aura une capacité de 450 m ³ , et sera complété par l'isolement des deux réseaux d'eaux pluviales de cour et de toiture avec mise en place de vannes d'obturation. Ce système n'a jamais été mis en place. Non-conformité 7 au chapitre 1.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 novembre 2013 : Les installations ne sont pas réalisées conformément au dossier de la demande d'autorisation. Les eaux d'extinction d'un volume de 360 m ³ ne sont pas confinées. Ce confinement n'est pas complété par l'isolement des deux réseaux d'eaux pluviales de cour et de toiture avec mise en place de vannes d'obturation (page 124 de l'étude de dangers). Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas mis en oeuvre de système permettant le confinement des eaux d'extinction. La NC7 de la précédente visite est maintenue. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |

Nom du point de contrôle : NC8 VI 06072020 Rejets atmosphériques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 9.2.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets atmosphériques |
| Prescription contrôlée : Une mesure du débit rejeté et de la concentration des poussières, du zinc (la mesure ne concerne que la fusion de zamak) et des oxydes d'azote provenant de l'installation de fonderie des métaux doit être effectuée au moins tous les ans. En cas d'impossibilité, liée à l'activité ou aux équipements, d'effectuer une mesure représentative des rejets, une évaluation des conditions de fonctionnement et des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée. Une mesure de la concentration des poussières provenant des installations de grenaillage des métaux doit être effectuée au moins tous les trois ans. Les mesures sont effectuées par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement selon les méthodes de référence précisées à l'annexe I.a de l'arrêté ministériel susvisé du 2 février 1998. |
| Constats : L'analyse des rejets atmosphériques a été réalisée le 27/09/2021 par Apave, pour les fours de fusion (installation de fonderie). Les paramètres oxyde d'azote, poussières et zinc ont été analysés et les résultats respectent les VLE. L'analyse des rejets atmosphériques a été réalisée le 27/09/2021 par Apave, pour l'installation grenaillage. Les paramètres poussière et zinc, qui respectent la VLE, ont été analysés pour cette installation. |
| Observations : Constat du 06/07/2020 : Une mesure du débit rejeté et de la concentration des poussières, du zinc et des oxydes d'azote provenant de l'installation de fonderie des métaux n'est pas effectuée tous les ans. La dernière analyse réalisée date du 21 septembre 2017 lors du contrôle inopiné que l'inspection a fait réaliser aux frais de l'exploitant. Non-conformité 8 à l'article 9.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 novembre 2013 : L'exploitant ne réalise pas une mesure annuelle des rejets atmosphériques provenant de l'installation de fonderie des métaux. Les précédentes analyses des rejets de l'installation de fonderie ont été réalisées le 29/09/2020, les résultats sont conformes aux VLE. La NC8 de la précédente visite est levée. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : NC9 VI 06072020 Risque incendie

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 7.6.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention |
| Prescription contrôlée : Les équipements doivent être maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. |
| Constats : Le contrôle des extincteurs et poste RIA a été réalisé par l'entreprise Desautel Protection incendie le 17/03/2021. |
| Observations : Constat du 06/07/2020 : Les extincteurs et RIA sont contrôlés annuellement par la société DESAUTEL. Lors du dernier contrôle du 17 septembre 2019, 20 extincteurs (sur 35) avaient plus de 20 ans et le RIA n°1 était inutilisable (axe bloqué). L'exploitant n'a engagé aucune action corrective depuis septembre 2019. Non-conformité 9 à l'article 7.6.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 novembre 2013 : Les équipements liés aux moyens d'intervention ne sont pas tous en bon état. 20 extincteurs (sur 35) ont plus de 10 ans et un RIA (n°1) est inutilisable. Les extincteurs vieillissants ont été remplacés (22 extincteurs remplacés en 2021). Le rapport mentionne une remarque relative à 1 extincteur inaccessible. L'exploitant indique qu'un RIA n'a pas été vérifié, car il est non utilisable ; en effet, il n'est pas possible d'utiliser le RIA présent au niveau de la partie fonderie (alu en fusion), du fait du risque d'explosion. La NC9 de la précédente visite est levée. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : NC10 VI 06072020 Risque incendie

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 7.4.3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage |
| Prescription contrôlée : Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mises en oeuvre ou entreposées des substances et préparations dangereuses, ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient, en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement de conduite et des dispositifs de sécurité. |
| Constats : Le contrôle a été réalisé le 22/07/2021 par Centre Ouest Incendie. Celui-ci ne mentionne pas de non-conformité relative au désenfumage. |
| Observations : Constat du 06/07/2020 : Le désenfumage est contrôlé annuellement par la société FPI. Lors du dernier contrôle réalisé en mai 2019, il a été constaté que le polycarbonate des trappes était fissuré. La vérification du désenfumage « de la nouvelle partie de l'usine » n'a pas pu être réalisée dans la mesure où le système doit être réparé (fonctionnement des vérins). Non-conformité 10 à l'article 7.4.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 novembre 2013 : La dernière vérification du désenfumage date de mai 2019 et toute la nouvelle partie n'a pas été vérifiée (vérin à réparer). Le jour de la visite, l'exploitant avait réalisé un contrôle du désenfumage. De plus, il a procédé à des travaux de changement de deux exutoires de désenfumage suite au contrôle précédent de 2020. Le contrôle a été réalisé sur la totalité du bâtiment. La non-conformité NC10 de la précédente visite est levée. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : NC11 VI 06072020 Eaux souterraines

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines |
| Prescription contrôlée : a) Les installations soumises à autorisation répondant aux caractéristiques précisées dans le tableau ci-après : [...] 2552 Fonderie de métaux et alliages non ferreux 2 t/ j doivent respecter les dispositions suivantes, à moins que le préfet, sur la proposition de l'inspection des installations classées basée sur une étude relative au contexte hydrogéologique du site ainsi qu'aux risques de pollution des sols et après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, donne acte de l'absence de nécessité d'une telle surveillance : 1° Deux puits, au moins, sont implantés en aval du site de l'installation ; la définition du nombre de puits et de leur implantation est faite à partir des conclusions d'une étude hydrogéologique ; 2° Deux fois par an, au moins, le niveau piézométrique est relevé et des prélèvements sont effectués dans la nappe. La fréquence des prélèvements est déterminée sur la base notamment de l'étude citée au point 1 ci-dessus ; 3° L'eau prélevée fait l'objet de mesures des substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe compte tenu de l'activité, actuelle ou passée, de l'installation. Les résultats de mesures sont transmis à l'inspection des installations classées. Toute anomalie lui est signalée dans les meilleurs délais. Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises en envisagées. b) Les dispositions ci-dessus peuvent être rendues applicables à toute installation présentant un risque notable de pollution des eaux souterraines, de par ses activités actuelles ou passées, ou de par la sensibilité ou la vulnérabilité des eaux souterraines. |
| Constats : L'exploitant n'a pas mis en œuvre une surveillance des eaux souterraines et aucune étude hydrogéologique n'a été réalisée. |
| Observations : Constat du 06/07/2020 : Les installations soumises à autorisation (rubrique 2552 – > 2 t/j) doivent respecter les dispositions suivantes, à moins que le préfet, sur la proposition de l'inspection des installations classées basée sur une étude relative au contexte hydrogéologique du site ainsi qu'aux risques de pollution des sols et après avis du « conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques », donne acte de l'absence de nécessité d'une telle surveillance : 1° Deux puits, au moins, sont implantés en aval du site de l'installation ; la définition du nombre de puits et de leur implantation est faite à partir des conclusions d'une étude hydrogéologique ; 2° Deux fois par an, au moins, le niveau piézométrique est relevé et des prélèvements sont effectués dans la nappe. La fréquence des prélèvements est déterminée sur la base notamment de l'étude citée au point 1 ci-dessus ; 3° L'eau prélevée fait l'objet de mesures des substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe compte tenu de l'activité, actuelle ou passée, de l'installation. Les résultats de mesures sont transmis à l'inspection des installations classées. Toute anomalie lui est signalée dans les meilleurs délais. Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises en envisagées. Non-conformité 11 à l'article 65 de l'arrêté ministériel modifié du 2 février 1998 : L'exploitant n'a pas mis en œuvre une surveillance des eaux souterraines et aucune étude hydrogéologique n'a été réalisée. Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas mis en oeuvre de surveillance des eaux souterraines et n'a pas réalisé d'étude hydrogéologique. La NC 11 de la précédente visite est maintenue. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : D1 VI 06072020 Changement d'exploitant

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 1.7.1 |
| Thème(s) : Situation administrative, Raison sociale |
| Prescription contrôlée : En cas de changement d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant est tenu d'en faire la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. 3 Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. |
| Constats : Les éléments relatif au changement d'exploitant ont été transmis en réponse à la précédente visite. |
| Observations : Demande D1 du 06/07/2020 : L'exploitant déclare le changement de dénomination sociale à la préfecture. Cette demande est levée. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : D2 VI 06072020 Déchets

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Registre de suivi des déchets |
| Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date de sortie de l'installation : - la date de l'expédition du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ; c) Concernant l'origine du déchet : - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; d) Concernant la gestion et le transport du déchet : - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; e) Concernant la destination du déchet : - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée. |
| Constats : Le registre du suivi des déchets a été modifié selon la demande formulée lors de la précédente inspection. |
| Observations : Demande de la visite du 06/07/2020 : Demande 2 : L'exploitant met à jour son registre de suivi des déchets (dangereux et non dangereux) : - en ajoutant l'astérisque (*) pour les déchets dangereux ; - en précisant que les cadres 10 et 11 des BSD concernent bien l'installation vers laquelle le déchet est expédié et pas forcément l'installation de traitement final ; - en ajoutant la qualification du traitement final (souvent le cadre 12). L'exploitant a réalisé sa déclaration GEREPE et a accès à l'outil Track déchets. La demande D2 est levée. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : D3 VI 06072020 Risque foudre

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Risque foudre |
| Prescription contrôlée : Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006, ou à un guide technique reconnu par le ministre chargé des installations classées. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. |
| Constats : Les dispositions particulières en période orageuse relatives au risque foudre (l'interdiction d'effectuer des travaux sur les toits en période orageuse) ont été ajoutées au point 4 de la procédure réalisation du permis feu. |
| Observations : Constat du 06/07/2020 : Dispositions particulières en période orageuse : interdire tout déplacement en toiture en cas d'orage : instructions lors des permis de feu ou de travail et dans les plans de prévention Demande 3 : L'exploitant précise si les dispositions particulières en période orageuse, détaillées dans l'analyse du risque foudre des 17 et 18 octobre 2012, ont été mises en œuvre sur le site. la demande D3 peut être levée. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |